



**MEDISPRING**

## **NOTE D'INFORMATION**

**NOTE D'INFORMATION RELATIVE À L'OFFRE DE NOUVELLES PARTS COOPERATIVES (UTILISATEUR, CITOYEN, INVESTISSEUR) PAR MEDISPRING SCRL À CONCURRENCE D'UN MONTANT MAXIMUM DE 5.000.000 EUR.**

**LE PRÉSENT DOCUMENT A ÉTÉ ÉTABLI PAR MEDISPRING SCRL.**

**LE PRÉSENT DOCUMENT N'EST PAS *UN PROSPECTUS* ET N'A PAS ÉTÉ VÉRIFIÉ OU APPROUVÉ PAR L'AUTORITÉ DES SERVICES ET MARCHÉS FINANCIERS.**

***Cette note d'information est correcte à la date du 20 décembre 2020***

***AVERTISSEMENT : L'INVESTISSEUR COURT LE RISQUE DE PERDRE TOUT OU PARTIE DE SON INVESTISSEMENT ET/OU DE NE PAS OBTENIR LE RENDEMENT ATTENDU.***

***LES INSTRUMENTS DE PLACEMENT NE SONT PAS COTES : L'INVESTISSEUR RISQUE D'ÉPROUVER DE GRANDES DIFFICULTÉS À VENDRE SA POSITION À UN TIERS AU CAS OÙ IL LE SOUHAITERAIT.***

## Partie I : Principaux risques propres à l'Émetteur et aux instruments de placement offerts, spécifiques à l'Offre concernée.

L'instrument offert est une part de coopérative. En y souscrivant, l'investisseur devient propriétaire d'une partie du capital de l'émetteur. Le coopérateur est soumis au risque de l'entreprise et peut donc de perdre le capital investi. En cas de liquidation, le coopérateur passe après le créancier dans la répartition du produit de la vente des actifs, autrement dit la plupart du temps, il ne peut rien récupérer.

La part a une durée de vie illimitée. Voir le point 3 de la partie IV pour les possibilités de remboursement. En contrepartie, la part donne droit à une quote-part du bénéfice éventuel de l'émetteur et le coopérateur reçoit le cas échéant un revenu appelé dividende. Le montant du dividende dépend du profit réalisé par l'émetteur et de la façon dont il décide de le répartir entre mise en réserve et rémunération des coopérateurs (voir les Statuts Medispring). La part donne également un droit de vote à l'assemblée générale.

L'émetteur estime que les risques les plus importants pour l'investisseur sont les suivants :

### **Risques propres à l'émetteur - opérationnels et commerciaux**

La société Medispring développe des logiciels - et principalement le software « Medispring », destinés à gérer les dossiers médicaux des patients. Chaque année, l'Institut Maladie Invalidité (INAMI) émet des critères techniques sous la forme d'un cahier de charge. L'INAMI donne son accord pour l'enregistrement du logiciel suite à un examen pratique. Seuls les logiciels qui ont réussi ce test permettent aux utilisateurs de toucher une prime. Sans cet accord, la société souffre d'un désavantage concurrentiel important (limitation des services offerts).

Dans le cas où l'INAMI impose un grand nombre de critères, l'équipe de développement doit se renforcer. Ces obligations fédérales peuvent être revues chaque année. En termes de développements, elles sont prioritaires et peuvent ainsi bousculer l'agenda prévu pour d'autres améliorations. Des répercussions sur les prix en vigueur pour l'achat du logiciel et/ou la maintenance ne sont pas à exclure.

Par ailleurs, pour pouvoir intéresser des médecins qui utilisent à l'heure actuelle d'autres logiciels médicaux, des codes de migration doivent être développés. En effet, la récupération des données constitue un impératif pour pouvoir accueillir de nouveaux utilisateurs Medispring.

### **Risques propres à l'émetteur - liés aux subventions**

Medispring ne bénéficie d'aucune subvention structurelle.

Des accords avec des organismes prêteurs sont toutefois conclus dans le cas où la Coopérative ne parvient pas à s'autofinancer via le capital apporté par les Coopérateurs (achat de parts) et les revenus d'exploitation.

**Risques propres à  
l'émetteur – gouvernance**

Le Conseil d'Administration (CA) est composé de 10 membres. Il se réunit environ tous les deux mois.

Actuellement, le CA est principalement constitué de médecins fondateurs de la Coopérative, ainsi que du délégué à la gestion journalière de Medispring. Des compétences précises sont requises pour garantir la pérennité de la coopérative ; ainsi, le CA souhaite se doter de conseils professionnels en termes de gestion, de marketing et de communication.

Un Comité technique spécialisé dont un membre au moins doit faire partie du CA, conseille le CA dans ses décisions.

Les comptes sont tenus par une société d'expertise comptable. Un commissaire aux comptes est chargé de contrôler et de certifier le bilan et le compte de résultat.

Medispring travaille également avec des consultants, notamment dans le domaine du développement informatique. Un processus d'internalisation des compétences est en cours. L'équipe Helpdesk compte 7 personnes (toutes internes). Les équipes sont renforcées par des responsables externes pour les ventes et la formation, ainsi que pour la gestion financière.

Le style de management à suivre a été une interrogation constante dans les premiers mois du lancement de la coopérative. Le modèle Opale a émergé comme une évidence pour la gouvernance. Il s'agit d'un Management à hiérarchie horizontale (flat management) où chacun agit à l'avantage de la société au mieux de ses compétences.

Dans un contexte de hiérarchies naturelles et spontanées, les décisions sont prises par les personnes les mieux placées, au cas par cas. Les actions doivent être précédées de sollicitations d'avis et visent toujours la Raison d'Être de l'Organisation. Ainsi, la transparence et la coopération sans compétition sont des valeurs fortes du modèle Opale. Lien 'Reinventing organizations'

[http://www.reinventingorganizations.com/uploads/2/1/9/8/21988088/chene\\_synthese\\_laloux2014.pdf](http://www.reinventingorganizations.com/uploads/2/1/9/8/21988088/chene_synthese_laloux2014.pdf)

Synthèse Laloux

<http://blog.collectiveo.net/organisation-opale>

Gouvernance Opale

### **Risques liés à l'investissement en parts coopératives**

Une acquisition de parts Medispring comporte des risques économiques. Les investisseurs doivent tenir compte de la possibilité de perdre la totalité de leur mise.

### **Risques liés à la revente des parts coopératives**

Conformément aux procédures prévues dans les statuts, tout coopérateur peut se retirer du capital de Medispring (voir en particulier la partie IV de la présente note).

### **Risques liés aux variations de valeur et aux dividendes futurs**

La valeur de remboursement est liée aux comptes annuels de l'exercice social pendant lequel le remboursement est demandé.

Les dividendes octroyés dans le passé ne constituent pas une garantie pour l'avenir et aucune garantie n'est donnée quant aux rendements futurs.

## Partie II : Informations concernant l'émetteur

### A. Identité de l'émetteur

**1.1 Siège social** Rue de Stierlinsart 41, 5070 Fosses la Ville, Belgique

**Siège d'exploitation** Place de l'Université 16/4 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
**Pays d'origine** Société constituée 31 mai 2018 en Belgique

**1.2 Forme juridique** Société coopérative à responsabilité limitée (SCRL)

**1.3 Numéro d'entreprise** BE 0697 560 553

**1.4 Site internet** [www.medispring.be](http://www.medispring.be)

**2. Activités de l'émetteur** La société a pour objet, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation, en Belgique ou à l'étranger, la création, édition, commercialisation, implémentation d'outils informatiques, répondant aux exigences des acteurs de santé et dont la coopérative est propriétaire.

**3. Identité des personnes détenant plus de 5 % du capital de l'émetteur.** W.Alter (nouvelle dénomination de la Société Wallonne d'Économie Sociale Marchande - Sowecsom)

Siège social  
Avenue Maurice Destenay 3  
4000 Liège

N° d'entreprise : BE 0455.653.441

Constituée le 6 juillet 1995 par la S.R.I.W. (Société Régionale d'Investissement de Wallonie) en collaboration avec le Gouvernement de la Région wallonne, W.Alter a pour mission de financer des projets d'économie sociale en Wallonie.

<https://www.w-alter.be>

W.Alter détient au nom et pour compte de la Région wallonne une participation au capital : apport de 300.000 €, avec faculté de retrait (montant incluant la souscription de 100.000€ prévue avant la fin décembre 2020).

**4. Éventuelles opérations conclues entre l'émetteur et les personnes visées au point précédent et/ou des personnes liées autres que des actionnaires.** W.Alter est également créancier de Medispring à concurrence de 300.000€ ; ce prêt est remboursable en 7 ans (taux de 2%). La finalisation de ce prêt est également prévue avant la fin décembre 2020.

**5.1 Identité des membres de l'organe légal d'administration de l'émetteur.**

Liste des membres du Conseil d'Administration en date de publication de cette Note

MARIEVOET Olivier Président  
HAUFROID Vincent Secrétaire  
MASSCHELEYN Pierre Administrateur  
VOLLEMAERE Paul Administrateur  
RAEVENS Nicolas Administrateur  
SAUVAGE Didier Administrateur  
ROUCOUX François Administrateur  
MARCHAND Pierre-Michel Administrateur  
BRAGA Silviu Administrateur  
FOCAL CONSULTING SRL, représentée par Mr David Frenay, délégué à la gestion journalière de Medispring, Administrateur

**5.2 Identité des membres du comité de direction.**

Il n'existe plus de comité de direction (décision prise en 2020)

**5.3 Identité des délégués à la gestion journalière.**

Mr. David Frenay - via la société Focal Consulting. Cette nomination a été décidée par le Conseil d'Administration du 18/2/2020, avec effet le 3/03/2020.

**6. Montant global de la rémunération des administrateurs et/ou délégué(s) à la gestion journalière pour le dernier exercice comptable et montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages.**

**Conseil d'Administration**

Les mandats des administrateurs et des associés chargés du contrôle sont gratuits. Toutefois en ce qui concerne les administrateurs chargés d'une délégation comportant des prestations spéciales ou permanentes, il peut leur être attribué des rémunérations qui ne peut consister en une participation au bénéfice de la société.

Au cours de l'exercice 2019, deux administrateurs ont été chargés d'une mission d'assistance à la gestion opérationnelle ; dans un souci de transparence, il est précisé que la société d'un administrateur a été chargée d'une mission de conseil en matière de développement de produit. Les honoraires suivants ont été comptabilisés sur la base d'une rémunération horaire de 80€ :

- Honoraires SPRL Soc Med. Dr Marivoet: 12.280€
- Honoraires Dr de Thier (démission C.A. 8/2020): 12.880€
- Honoraires Dr Braga (SPRL) : 15.040€

### **Délégué à la gestion journalière**

La rémunération de la SPRL AYESORI, représentée par son gérant Mr Sebastien Deletaille, s'élève pour l'exercice 2019 à 220.000€.

La rémunération de Mr T. Klein, désigné à la gestion journalière par décision du CA du 26 novembre 2019 pour une mission intérimaire, s'élève pour l'exercice 2019 à 11.922€.

Il n'existe pas de montant provisionné ou constaté aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages.

**7. Concernant les personnes visées au point 4, mention de toute condamnation visée à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse.** NA

**8. Description des conflits d'intérêts entre l'émetteur et les personnes visées au point 3 et 5, ou avec d'autres parties liées.**

Aucun conflit d'intérêt entre l'émetteur et les personnes visées au point 3 et au 5 ou avec d'autres parties liées n'est à signaler.

Les Administrateurs attestent leur probité par écrit et de façon individuelle. Ils n'ont fait l'objet d'aucune condamnation visée à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse.

Par ailleurs, la majorité des membres du Conseil d'Administration a investi dans la société Medispring (le conseil d'administration est composé d'au moins deux tiers de membres désignés parmi les associés garants). Leur participation est cependant limitée (<1%).

**9. Identité du commissaire aux comptes.**

Le commissaire au compte est la société Ernst and Young Réviseur d'Entreprises SCRL ayant son siège social à De Kleetlaan 2, 1831 Diegem ; elle est inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0446334711.

## **B. Informations financières concernant l'émetteur**

**1. Comptes annuels des deux derniers exercices**

Le 1<sup>er</sup> exercice comptable s'est clôturé au 31/12/2019. Les comptes sont disponibles sur le site de la Banque Nationale (Centrale des bilans) ainsi que sur le site de Medispring SCRL (<https://www.medispring.be/notes-cooprateurs>).

## 2. Fonds de roulement net

Le fonds de roulement net au 31/12/2019 n'est pas encore suffisant pour couvrir les coûts de développement du projet et les pertes opérationnelles attendues jusqu'à ce que le projet atteigne le seuil de rentabilité. Une augmentation du financement externe à long terme a donc été négociée (cf ci-après), en sus du capital que les coopérateurs ont mis et mettront encore à la disposition de Medispring SCRL via la présente offre publique.

### 3.1 Capitaux propres

La partie fixe du capital s'élève à vingt-six mille euros (26 000 €) correspondant aux treize (13) parts sociales «garants» souscrites à la constitution. En sus de celles-ci, 88 parts additionnelles «garants» ont été émises, ce qui donne un total en capital de 202.000€ pour 101 parts «garants».

La partie variable est essentiellement représentée par les parts sociales Citoyens (1.000 €), Utilisateurs (250 €) et Investisseurs (1.000 €). Elles sont mises en vente au public via la SCRL.

Au 31 décembre 2019, le capital souscrit s'élève à 1.381.750 €, et les capitaux propres, incluant le résultat de 2019, s'élèvent à 1.628.619€.

### 3.2 Endettement

Au 31 décembre 2019, l'endettement financier s'établit à 800.000€ :

DATE	MONTANT	EMETTEUR	DUREE	REMBOURSEMENT	TAUX	GARANTIE	PARTICULARITE
18-12-18	200.000 €	MMH	6 ans	Bullet	1,60%	Néant	Prolongation jusque 18/12/2024
28-10-19	600.000 €	BELFIUS	5 ans	Constant	0,83%	Gage sur fonds de commerce	Néant

De nouveaux crédits ont été négociés en 2020 afin de couvrir le déficit en financement prévu par le plan financier. A fin novembre 2020, les accords suivants étaient conclus : ING (maximum 600.000€) et MMH (400.000€ additionnels). La finalisation de l'accord avec W.Alter est également attendue avant la fin décembre 2020 (300.000€).

### 3.3 Date prévue du break-even. Cette date est basée sur le plan financier établi par le management et qui constitue une projection dépendant de nombreux facteurs, dont la réalisation est incertaine.

Le plan financier prévoit que le break-even sera atteint fin 2022 ; le résultat opérationnel devrait alors couvrir les investissements structurels en développement. Le résultat net 2019 est positif, principalement du fait du montant limité des amortissements des frais de développement activés. Ces amortissements seront plus importants à partir de 2020 (année où une perte nette est attendue).



**3.4 Date à laquelle la valeur comptable des parts équivaut à la valeur nominale. Cette date dépend du plan financier. Ce plan financier est une projection qui dépend de nombreux facteurs dont la réalisation est incertaine.**

La valeur comptable est attendue légèrement en dessous de la valeur nominale à fin 2020 ; elle devrait ensuite rester relativement stable jusqu'en 2023, puis redevenir supérieure à la valeur nominale.

## Partie III : Informations concernant l'offre des instruments de placement

### A. Description de l'offre

L'offre de parts de coopérateur vise les utilisateurs professionnels des logiciels développés par Medispring. Une ristourne pourra être octroyée pour l'acquisition des logiciels de Medispring, dont l'importance variera en fonction du type de part détenue.

<b>1.1 Montant minimal de l'offre</b>	Aucun
<b>1.2 Montant minimal de souscription par investisseur</b>	250 €
<b>1.3 Montant maximal de souscription par investisseur</b>	jusqu'au prix total des instruments de placement offerts, soit 5.000.000 €.
<b>2. Prix total des instruments de placement offerts</b>	Montant total maximum de la levée de fonds : 5.000.000 €
<b>3.1 Date d'ouverture de l'offre</b>	20 décembre 2019
<b>3.2 Date de clôture de l'offre</b>	Durant toute la période de souscription, les candidats coopérateurs peuvent souscrire des parts de manière continue, pour autant que le montant maximum de cette Offre de 5.000.000 EUR annuels ne soit pas dépassé.
<b>3.3 Date d'émission des instruments de placement</b>	Les instruments de placement sont émis le jour de la souscription de chaque investisseur.
<b>4. Droit de vote attaché aux parts</b>	Chaque coopérateur détient une voix à l'AG, quel que soit le nombre de parts ou leur valeur.

#### Majorités spéciales et quorum de présence

Lorsque les délibérations ont pour objet des modifications aux statuts, ainsi que la dissolution anticipée de la société, sa fusion, sa scission ou l'émission d'obligations, l'assemblée générale ne sera valablement constituée que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation, si les associés présents ou représentés représentent au moins la moitié du nombre total des associés et si les associés garants présents ou représentés représentent au moins la

moitié du capital social attaché à l'ensemble des parts sociales «garants».

Si ces deux dernières conditions ne sont pas remplies, une nouvelle convocation aura lieu et la nouvelle assemblée générale délibérera valablement quelle que soit la quotité des associés représentés.

La délibération portant sur l'un des points visés au premier alinéa, sauf les exceptions prévues par la loi, n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix présentes ou représentées.

La délibération portant sur la modification de l'objet social ou du but social de la société n'est admise que si elle réunit les quatre cinquièmes au moins des voix présentes ou représentées.

En sus, la délibération portant sur l'un des points visés au premier alinéa, sur la modification de l'objet social ou du but social ou sur la cession ou transformation de parts sociales, n'est admise, que si elle réunit une majorité double. Cette majorité double consiste, d'une part, en une majorité des voix émises par les associés et d'autre part, en une majorité des voix émises par les associés garants. Si la loi ou les statuts prévoient que la décision doit réunir un nombre de voix supérieur à la majorité simple, la double majorité consistera alors, d'une part, en ce nombre pour les voix émises par l'ensemble des associés et d'autre part, en une majorité simple des voix émises par les associés garants.

Articles 31 et 33 - Statuts Medispring

**5. Modalités de composition du Conseil d'administration**

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de minimum 6 membres, associés ou non.

Les membres du Conseil d'Administration sont désignés par l'Assemblée Générale statuant à la majorité simple. Le Conseil d'Administration est nécessairement composé d'au moins deux tiers de membres désignés parmi les «associés garants».

La durée du mandat des Administrateurs est fixée à quatre ans. Les mandats sont en tout temps révocables par l'Assemblée Générale.  
Article 18 - Statuts Medispring.

**6. Frais à charge de l'investisseur**

0 €

**7. Allocation en cas de sursouscription**

Remboursement des derniers arrivés.

## B. Raison de l'offre

### 1. Utilisation projetée des montants recueillis

Développements informatiques.

Budget des investissements en développement à couvrir (en combinaison avec le financement externe) :

En €	2020	2021	2022
Invest. :	1.504.687	1.299.350	1.047.670

L'émission de nouvelles parts a donc principalement pour but l'amélioration des produits développés, facteur clé de la croissance des activités de Medispring sur les prochaines années. Le capital social constitue un élément important du financement de ces investissements.

Les acquéreurs de parts Medispring ne visent pas principalement la maximisation de leur profit.

En achetant des parts, les Coopérateurs contribuent d'abord et avant tout à fournir à Medispring les moyens de réaliser sa mission.

Un investissement dans Medispring est donc d'abord un investissement à rendement social.

### 2. Détails du financement de l'investissement ou du projet que l'offre vise à réaliser

En termes de rentrées pour les années à venir, les estimations sont :

En €	2020	2021	2022
Capital (souscription) :	169.000	684.750	150.000
Résult. exploitation (Ebitda) :	338.476	1.022.569	1.238.019

### 3. Autres sources de financement pour la réalisation de l'investissement ou du projet considéré

En 2020, Medispring a conclu les conventions suivantes :

- Crédit bullet de 400 000 € sur 3 ans avec la MMH (taux 2%)
- Crédit de maximum 600 000 € amortissable en 5 ans à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2021 avec ING (taux 1.05%)
- Crédit de 300.000€ amortissable sur 7 ans avec W.Alter (finalisation prévue avant la fin décembre 2020, taux 2%)

L'ensemble de ces moyens, ajoutés aux souscriptions en capital et au résultat d'exploitation, devraient permettre à la société de réaliser les investissements budgétés. La société devrait s'autofinancer à partir de 2022.

## Partie IV : Informations concernant les instruments de placement offerts

### A. Caractéristiques des instruments de placement offerts

<b>1. Nature et catégorie des instruments de placement.</b>	Parts sociales d'une coopérative
<b>2.1 Devise des instruments de placement</b>	Euro
<b>2.2 Dénomination des instruments de placement.</b>	Parts U – Utilisateurs Parts C – Citoyennes Parts G – Garants Parts I – Investisseurs Institutionnels ou Qualifiés  Les parts sociales garants sont détenues exclusivement par des personnes physiques. Chaque associé garant détient une seule part « Garants » (Part G).
<b>2.3 Valeur nominale des instruments de placement.</b>	Parts U – Utilisateurs : 250 € Parts C – Citoyennes : 1.000 € Parts G – Garants : 2.000 € Parts I – Investisseurs Instit. ou Qualifiés : 1.000 €
<b>2.4 Valeur comptable de la part au 31 décembre 2019</b>	La Coopérative a été créée le 31/05/2018. Au terme du premier exercice, les valeurs comptables sont les suivantes :  Parts U – Utilisateurs : 295€ Parts C – Citoyennes : 1.179€ Parts G – Garants : 2.357€ Parts I – Invest. Instit. : 1.179€  Le résultat net 2019 est positif, principalement du fait du montant limité des amortissement des frais de développement (activation de ceux-ci en ligne avec la règle d'évaluation décrite en annexe aux comptes annuels). Ces amortissements seront plus importants à partir de 2020, et une perte nette est attendue pour l'année.
<b>2.5 Risque de fluctuation du prix du titre</b>	Oui, le prix du titre est susceptible de fluctuer. Il est revu au terme de chaque exercice comptable. Le remboursement éventuel des parts se fera au prix de la valeur comptable.
<b>2.6 Plus-value</b>	Les statuts ne fixent aucune limite en terme de plus-value de la part.

### **3. Modalités de remboursement**

L'associé démissionnaire ou exclu a uniquement droit au remboursement de sa part sociale, telle qu'elle résulte des comptes annuels de l'exercice social pendant lequel la démission a été donnée, la réduction de part demandée, la déchéance ou l'exclusion prononcée.

Tout associé ne peut démissionner que dans les six premiers mois de l'exercice social. Sa demande de démission n'aura d'effet, une fois acceptée par le conseil d'administration, qu'au début de l'exercice social suivant celui au cours duquel elle a été introduite valablement.

Le paiement aura lieu en espèces après l'écoulement d'un délai d'une année prenant cours à la date de sa démission ou de son exclusion.

Articles 14 et 16 - Statuts Medispring

### **4. Rang des instruments de placement dans la structure de capital de l'émetteur en cas d'insolvabilité**

En cas d'insolvabilité, le remboursement des parts se situe au dernier rang dans la structure du capital.

### **5. Éventuelles restrictions au libre transfert des instruments de placement**

#### a) Cessions entre vifs

Les parts sociales «garants» sont cessibles librement entre vifs à un autre associé garant.

Les parts sociales «garants» peuvent être cédées ou transmises à des tiers, à condition que ceux-ci remplissent les conditions d'admission requises par les statuts et ce, à peine de nullité.

Elles deviennent alors des parts sociales «ordinaires».

#### b) Transmissions pour cause de mort

En cas de décès de toute personne physique détentrice de parts représentatives du capital de la société, les parts seront transmises sans agrément, à ses héritiers légaux ou testamentaires, en dérogation à l'article 13 des statuts. Les héritiers légaux et testamentaires ne pourront souscrire à des augmentations de capital ou recevoir des parts en cession, autrement que pour cause de mort, qu'après leur admission comme coopérateurs par le conseil d'administration. Les héritiers légaux ou testamentaires sauf s'ils détenaient préalablement des parts sociales «garants» sont réputés être «associés ordinaires».

#### c) Sanctions

La contravention aux dispositions qui précèdent entraînera l'annulation de la cession litigieuse, sans préjudice de tous dommages et intérêts destinés à réparer le préjudice subi.

#### d) Catégories

Le transfert d'une part à un associé d'une autre catégorie implique la transformation de ladite part en part de la catégorie du cessionnaire.

Une part sociale «garant» vaut huit parts sociales «utilisateurs» ou deux parts sociales «investisseurs» ou «citoyennes».

#### Article 9 - Statuts Medispring

**6. Le cas échéant, taux d'intérêt annuel et, le cas échéant, mode de détermination du taux d'intérêt applicable au cas où le taux d'intérêt n'est pas fixe.**

NA

**7. Politique de dividende**

Le dividende octroyé aux associés sur les parts du capital social ne peut dépasser 6% de la valeur nominale (=montant investi) des parts sociales après retenue du précompte mobilier.

La structure a l'intention de distribuer des dividendes à partir du moment où les finances le permettront, en sachant que de nombreux facteurs conjoncturels et incertains impacteront la situation financière de Medispring.

Toute distribution de dividendes est soumise au vote des coopérateurs en AG.

**8. Date de paiement de l'intérêt ou de la distribution du dividende**

A déterminer par l'AG suite à la décision de distribuer des dividendes.

## Partie V : Autres informations importantes

### Résumé de la fiscalité

#### Exonération sur les dividendes

Un précompte mobilier de 30 % est retenu à la source sur les dividendes.

Pour l'année de revenus 2019 (exercice d'imposition 2020), les dividendes sur les parts souscrites par une personne physique peuvent donner lieu à une récupération de 240 € maximum de précompte mobilier, correspondant à un maximum de 800€ de dividendes (800€ x 30 %).

Une exonération d'impôt pour les dividendes a été créée afin d'encourager les citoyens à investir directement dans des sociétés. Il s'agit d'une exonération à l'impôt des personnes physiques, et non d'une exonération du précompte mobilier.

[https://finances.belgium.be/fr/particuliers/avantages\\_fiscaux/exon%C3%A9ration-des-dividendes#q2](https://finances.belgium.be/fr/particuliers/avantages_fiscaux/exon%C3%A9ration-des-dividendes#q2)

#### Tax Shelter

Sur le plan fiscal, Medispring scrl est une petite société, c'est-à-dire, une société dotée de la personnalité juridique qui ne dépasse pas plus d'un des critères suivants :

- Nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle : 50 ;
- Chiffre d'affaires annuel, hors TVA : 9.000.000 EUR ;
- Total du bilan : 4.500.000 EUR.

Le taux de réduction d'impôt applicable pour le tax shelter est donc de 30 %. Le bénéfice du tax shelter est accordé aux coopérateurs qui ont pris des parts en personne physique jusqu'à ce que la société ait perçu un montant d'apport de 250.000 € de capital. Ce montant a été atteint en date du 5 juillet 2018. Pour plus d'informations, voir la circulaire 2020/C/75 sur la réduction Tax shelter pour des entreprises (sociétés) qui débutent.

### Plainte concernant le produit financier

En cas de plainte ou de question, veuillez-vous adresser à :  
Medispring SCRL  
Rue de Stierlinsart 41 à 5070 Fosses la Ville, Belgique  
Par email : [isabelle.polis@medispring.be](mailto:isabelle.polis@medispring.be)

Si vous n'obtenez pas satisfaction, le service de Médiation des Consommateurs est disponible par téléphone (02 702 52 20), par email à [contact@mediationconsommateur.be](mailto:contact@mediationconsommateur.be) ou par écrit North Gate II Boulevard du Roi Albert II 8 Boîte 1, 1000 Bruxelles.



